

CHAPITRE III. — *Commission d'agrément**Section 1re. — Composition*

**Art. 10.** La commission d'agrément est composée :

- 1° d'un président;
- 2° de huit membres et autant de suppléants représentant les organisations patronales les plus représentatives;
- 3° de huit membres et autant de suppléants représentant les organisations syndicales les plus représentatives;
- 4° d'un fonctionnaire de l'Administration de l'Emploi du Département de l'Economie, de l'Emploi et des Affaires intérieures du Ministère de la Communauté flamande.

**Art. 11. § 1er.** L'Exécutif nomme les membres effectifs et suppléants. Les organisations patronales et syndicales proposent à cet effet une double liste des candidats.

§ 2. Le nombre de mandats de chaque organisation patronale ou syndicale au sein de la commission d'agrément est fixé proportionnellement à leur représentation dans le Conseil socio-économique de la Flandre.

**Art. 12.** Seuls les membres effectifs des organisations patronales et syndicales, et leurs suppléants s'ils participent aux séances, ont droit de vote.

**Art. 13.** Les mandats des membres ont une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Le membre qui cesse prématurément d'exercer son mandat est remplacé par son suppléant, qui achève ce mandat.

*Section 2. — Le fonctionnement*

**Art. 14. § 1er.** Le fonctionnement de la commission d'agrément est déterminé par un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est établi par la commission et approuvé par le Ministre communautaire.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur doit au moins déterminer :

- 1° les pouvoirs du président;
- 2° les modalités de remplacement en cas d'absence du président;
- 3° le mode convocation et de délibération;
- 4° la périodicité des séances;
- 5° la publication des annales.

§ 3. La commission peut faire appel à des experts et instituer des groupes de travail permanents ou temporaires, aux conditions fixées par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 15. § 1er.** Le secrétariat de la commission d'agrément est assuré par le Conseil socio-économique de la Flandre.

§ 2. Le fonctionnement du secrétariat de la commission d'agrément est déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 14 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 4, § 1er, la commission d'agrément dispose d'un délai de 120 jours pour émettre son avis sur les demandes d'agrément visées à l'article 19 du décret.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1991.

**Art. 18.** Le Ministre communautaire de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Emploi,  
R. DE WULF

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1111

21 FEVRIER 1991. — Décret portant création de commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Coupure : acte par lequel le distributeur interrompt la fourniture de gaz ou d'électricité au terme de la procédure de recouvrement des créances pour défaut de paiement du consommateur telle qu'elle est prévue dans les conditions générales de fourniture du gaz et de l'électricité.

2° Commission : Commission locale d'avis de coupure dont la composition est fixée à l'article 4.

3° Consommateur : personne physique, client du distributeur pour les consommations d'électricité et/ou de gaz à usages domestiques.

(1) *Session 1990-1991 :*

Documents du Conseil, 30(SE 1988), nos 1 à 9.

Compte-rendu intégral, séance publique du 7 février 1991.

Discussion. — Vote.

**Art. 2.** En Région wallonne, tout distributeur doit, lors de la coupure chez un consommateur, sauf si celui-ci le refuse expressément, en avvertir dans les huit jours le secrétariat de la Commission.

**Art. 3.** La Commission, dans la quinzaine de sa saisine, doit remettre un avis, exprimé dans le cadre d'une procédure contradictoire ou réputée telle, qui apprécie les justifications ayant conduit à l'exécution de la coupure. A cette fin, le consommateur devra être obligatoirement convoqué pour être entendu s'il le souhaite. Il peut se faire assister d'un conseiller.

La Commission statuera à la majorité de ses membres. En cas d'égalité de vote, c'est l'avis défavorable à la coupure qui sera pris en considération.

Dans le cas où la Commission est défavorable à la coupure, l'avis devra se justifier par une proposition qui détermine les délais et le fractionnement des créances à rembourser par le consommateur.

Si le consommateur s'engage à respecter cet avis, celui-ci accompagné de l'engagement du consommateur sera communiqué au distributeur qui sera tenu, dans les vingt-quatre heures ouvrables au plus, de rétablir la fourniture d'électricité ou de gaz à ses frais.

Si le consommateur ne veut pas s'engager ou s'il ne respecte par son engagement, la coupure pourra être effective.

**Art. 4.** Par commune, il est constitué une Commission d'avis qui délibère à huis-clos.

Elle est composée de cinq membres répartis comme suit :

- trois représentants du Conseil de l'Aide sociale de la commune du consommateur, deux de la majorité et un de l'opposition;
- un(e) assistant(e) social(e) ou, à défaut, un agent de l'aide sociale de la commune du consommateur; cet agent de l'aide sociale assure le secrétariat de la Commission;
- un représentant du distributeur concerné;
- des suppléants pourront être désignés si la nécessité s'en fait sentir, de sorte que la Commission se réunisse en nombre.

**Art. 5.** En Région wallonne, toute coupure d'électricité et de gaz réalisée ou maintenue en violation des prescriptions du présent décret obligera le distributeur au paiement à l'abonné ou au client d'une amende civile de 10 000 francs par jour jusqu'au rétablissement de l'alimentation en électricité ou gaz, pour préjudice de tous dommages et intérêts dont pourrait justifier la victime d'une coupure irrégulière.

**Art. 6.** Le présent décret entrera en vigueur deux mois après sa parution au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

**B. ANSELME**

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

**A. VAN DER BIEST**

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport  
pour la Région wallonne,

**A. DALEM**

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,  
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles  
pour la Région wallonne,

**E. HISMANS**

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement  
pour la Région wallonne,

**A. BAUDSON**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

**A. LIENARD**

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement  
et du Logement pour la Région wallonne,

**G. LUTGEN**

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 -- 1111

#### 21. FEBRUAR 1991. -- Dekret zur Errichtung von lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabspernung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive sanktionieren es :

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Dekretes versteht man unter :

1<sup>o</sup> **Abspernung** : Handlung, durch die der Versorger die Gas oder Stromlieferung nach Ablauf des Verfahrens für die Betreuung der Schuldforderungen, wenn die Zahlung des Verbrauchers fehlt, unterbricht, so wie sie in den allgemeinen Bedingungen für die Gas- und Stromlieferung vorgesehen wird.

(1)Siche Nota auf nächste Seite.

2° Kommission : Lokale Gutachtenskommission über Absperrung, deren Zusammensetzung in Artikel 4 festgelegt wird.

3° Verbraucher : natürliche Person, Kunde des Versorgers für die Strom- und/oder Gasverbräuche für den Hausgebrauch.

**Art. 2.** In der Wallonischen Region soll jeder Versorger bei einer Absperrung bei einem Verbraucher innerhalb acht Tagen das Sekretariat der Kommission davon benachrichtigen, außer wenn dieser das ausdrücklich verweigert.

**Art. 3.** In vierzehn Tagen ab ihrer Anrufung soll die Kommission ein im Rahmen eines widersprüchlichen oder so angesehenen Verfahrens geäußerten Gutachten aushändigen, das die Rechtfertigungen, die zur Ausführung dieser Absperrung geführt haben, beurteilt. Hierzu wird der Verbraucher zwangsläufig einberufen sein, um gehört zu werden, wenn er es so wünscht. Er kann sich von einem Berater helfen lassen.

Die Kommission wird mit der Mehrheit ihrer Mitglieder beschliessen. Im Fall einer Stimmgleichheit wird das zu der Absperrung ungünstige Gutachten in Betracht gezogen werden.

Für den Fall, daß die Kommission ungünstig zu der Absperrung ist, muss das Gutachten durch einen Vorschlag rechtfertigt werden, der die Friste und die Teilung der Schuldforderungen, die vom Verbraucher zurückzahlen sind, bestimmt.

Wenn der Verbraucher sich verpflichtet dieses Gutachten zu beachten, wird dieses mit der Verpflichtung des Verbrauchers dem Versorger mitgeteilt, der innerhalb höchstens 24 Werkstunden verpflichtet ist, die Strom- oder Gaslieferung auf seinen Kosten wiederherzustellen.

Wenn der Verbraucher sich nicht verpflichten will oder wenn er seine Verpflichtung nicht beachtet, wird die Absperrung effektiv sein können.

**Art. 4.** Pro Gemeinde wird eine Gutachtenskommission errichtet, die unter Ausschluss der Öffentlichkeit beschliesst.

Sie wird von fünf wie folgt verteilten Mitgliedern zusammengestellt :

- drei Vertreter des Sozialhilferates der Gemeinde des Verbrauchers, zwei der Mehrheit und eins der Opposition;
- ein(e) Sozialarbeiter(in) oder mangels diese(s)(r) ein Bediensteter der Sozialhilfe der Gemeinde des Verbrauchers; dieser Bedienstete wird das Sekretariat der Kommission gewährleisten;
- ein Vertreter des betreffenden Verbrauchers;
- wenn es notwendig ist, können Stellvertretenden so bezeichnet werden, dass die Kommission beschlußfähig zusammenkommt.

**Art. 5.** In der Wallonischen Region wird jede Strom- oder Gasabsperung, die in Verletzung der Vorschrift des vorliegenden Dekrets ausgeführt oder erhalten ist, den Versorger verpflichten, dem Bezieher oder dem Kunde eine zivile Geldstrafe von 10 000 Franken pro Tag bis die Wiederherstellung der Strom- oder Gaslieferung als Ersatz aller Schäden, die der Geschädigte einer ungesetzlichen Absperrung beweisen könnte, einzuzahlen.

**Art. 6.** Das vorliegende Dekret wird zwei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus, und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namür, den 21. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den lokalen Behörden, den bezuschussten Arbeiten  
und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen  
und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung,  
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,.

E. HISMANS

Der Minister der öffentlichen Arbeiten  
und der Ausrüstung für die Wallonische Region,

A. BAUSDON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens  
für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

*Sitzungsperiode 1990-1991.*

Ratsdokumente 30 (SE 1988) Nrn. 1bis9.

Ausführlicher Bericht, Öffentliche Sitzung vom 7. Februar 1991.

Diskussion. — Abstimmungs.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1111

**21 FEBRUARI 1991. — Decreet houdende oprichting van lokale adviescommissies inzake gas- en elektriciteitsafsluiting (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van het onderhavig decreet dient te worden verstaan onder :

1° Afsluiting : handeling waardoor de verdeler de gas- of elektriciteitsvoorziening onderbreekt krachtens de inningsprocedure van schuldvorderingen wegens wanbetaling van de verbruiker zoals bepaald in de algemene voorwaarden inzake voorziening van gas en elektriciteit.

2° Commissie : lokale adviescommissie inzake afsluiting, waarvan de samenstelling in artikel 4 vastgelegd is.

3° Verbruiker : natuurlijke persoon, klant van de verdeler voor het huishoudelijk elektriciteits- en/of gasverbruik.

**Art. 2.** In het Waalse Gewest dient iedere verdeler het secretariaat van de Commissie op de hoogte te brengen van elke afsluiting uitgevoerd bij een verbruiker, behalve indien deze laatste het uitdrukkelijk weigert.

**Art. 3.** De Commissie dient, binnen veertien dagen na haar saisine, een in het kader van een contradictoire of als dusdanig beschouwde procedure uitgedrukt advies te overhandigen, dat de rechtvaardigingen die tot de uitvoering van de afsluiting hebben geleid, beoordeelt. De verbruiker zal daartoe verplicht opgeroepen worden om verhoord te worden indien hij het wenst. Hij mag zich laten bijstaan door een raadsman.

De Commissie zal bij meerderheid van haar leden beslissen. Bij staking van stemmen zal het voor de afsluiting nadelige advies in aanmerking genomen worden.

Zo de Commissie tegen de afsluiting is, zal het advies gerechtvaardigd moeten worden door een voorstel tot bepaling van de termijnen en de verdeling van de door de verbruiker terug te betalen schuldvorderingen.

Indien de verbruiker zich verbindt tot het naleven van dat advies, zal dit laatste, samen met de verbintenis van de verbruiker, meegedeeld worden aan de verdeler die de elektriciteits- of gasvoorziening binnen hoogstens vierentwintig uur op eigen kosten dient te herstellen.

Indien de verbruiker zich niet wenst te verbinden of indien hij zijn verplichting niet nakomt, kan de afsluiting daadwerkelijk worden.

**Art. 4.** In iedere gemeente wordt een adviescommissie die met gesloten deuren beraadslaagt, opgericht.

Zij is samengesteld uit vijf leden onderverdeeld als volgt :

— drie vertegenwoordigers van de Raad voor Maatschappelijke Bijstand van de gemeente van de verbruiker, twee van de meerderheid en één van de oppositie;

— één maatschappelijk(e) werk(st)er of, bij gebrek eraan, een ambtenaar van de maatschappelijke bijstand van de gemeente van de verbruiker; deze ambtenaar neemt het secretariaat van de Commissie waar;

— een vertegenwoordiger van de betrokken verdeler;

— zoodig kunnen vervangers aangeduid worden, zodat de Commissie het quorum bereikt om bijeen te komen.

**Art. 5.** In het Waalse Gewest zal iedere elektriciteits- en gasafsluiting uitgevoerd of gehandhaafd bij schending van de bepalingen van het onderhavig decreet de verdeler verplichten per dag een civiele boete van 10 000 F schadevergoeding die het slachtoffer van een onregelmatige afsluiting zou kunnen rechtvaardigen, te betalen tot de elektriciteits- of gasvoorziening hersteld is.

**Art. 6.** Het onderhavig decreet treedt in werking twee maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bekrachtigen het onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 21 februari 1991.

De Minister-voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

**B. ANSELME**

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Zaken,  
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

**A. VAN DER BIEST**

De Minister van het Waalse Gewest  
voor Begroting, Financiën en Vervoer,

**A. DALEM**

De Minister van het Waalse Gewest belast met Landinrichting,  
Natuurbehoud en Industriegebieden,

**E. HISMANS**

De Minister van het Waalse Gewest  
voor Openbare Werken en Uitrusting,

**A. BAUDSON**

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

**A. LIENARD**

De Minister van het Waalse Gewest  
voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

**G. LUTGEN**

(1) *Zitting 1990-1991 :*

Stukken van de Raad. 30 (SE 1988). Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, openbare zitting van 7 februari 1991.

Bespreking. — Stemming.